

unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 5 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAINT-BRIEUC FONDERIE**

82 rue Jules Ferry  
CS 30213  
22000 Saint-Brieuc

Code AIOT : 0005500400

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement SAINT-BRIEUC FONDERIE implanté 82 rue Jules Ferry CS 30213 22000 Saint-Brieuc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du projet de modification du périmètre ICPE de la fonderie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT-BRIEUC FONDERIE
- 82 rue Jules Ferry CS 30213 22000 Saint-Brieuc
- Code AIOT : 0005500400
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT-BRIEUC FONDERIE exploite une fonderie spécialisée dans la réalisation de pièces d'usure de tailles variables, destinées à être utilisées dans les industries ayant des activités d'abrasion (broyage et concassage notamment) (carrières, cimenteries, tuileries, briqueteries, métallurgie, etc.). Cet établissement relève du régime de l'autorisation au titre ICPE : il bénéficie d'un arrêté préfectoral initial du 20/02/1965 et est réglementé par l'arrêté préfectoral du 19/01/2001 modifié.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** projet de modification du périmètre ICPE et réhabilitation de l'ancienne zone de stockage des sables de fonderie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réhabilitation de l'ancienne zone de stockage des sables de fonderie	Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Projet de modification du périmètre ICPE	Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 2-I-1°)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite sur site n'a pas mis en évidence de non conformité. Cependant, la réhabilitation de l'ancienne zone de stockage des sables de fonderie n'a pas été commencée et doit l'être sans tarder. De plus, la fonderie a un projet de modification de son périmètre ICPE, qui fait l'objet d'une instruction spécifique, sur la base d'un dossier de "porter à connaissance" et d'un diagnostic environnemental.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Réhabilitation de l'ancienne zone de stockage des sables de fonderie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation partielle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La zone visée à l'article 1 du présent arrêté doit être réhabilitée conformément au rapport remis le 26 juillet 2018 par la société SAINT-BRIEUC FONDERIE. En complément, la société SAINT-BRIEUC FONDERIE respecte les dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'ensemble de la zone visée à l'article 1 du présent arrêté doit faire l'objet de la pose d'un grillage avertisseur et d'un recouvrement (dallage ou au moins 0,3 m de terre saine).</p> <p>Les travaux de réhabilitation de la zone visée à l'article 1 du présent arrêté ne doivent pas impacter les zones naturelles que sont le ruisseau de la Ville Pas-Jouha et les zones humides telles que définies dans le dernier inventaire communal des zones humides arrêté et validé en conseil municipal le 08 octobre 2019.</p> <p>La topographie finale de la zone réhabilitée doit permettre la circulation des eaux pluviales sur le site et empêcher toute stagnation d'eaux pluviales sur la zone.</p> <p>La cote finale de réhabilitation de la zone doit être compatible avec le PLU de Ploufragan.</p>
<p><b>Constats :</b> La réhabilitation de l'ancienne zone de stockage des sables de fonderie et déchets inertes n'a pas commencée.</p> <p>SAINT-BRIEUC FONDERIE précise que la réhabilitation a été retardée en raison d'un problème de compatibilité entre le projet de LECLERC (désormais propriétaire des parcelles concernées) et le PLU en vigueur. Un accord semble avoir été trouvé sur ce volet.</p> <p>La réhabilitation de cette ancienne zone doit être réalisée sans tarder et sans être conditionné au projet commercial de LECLERC.</p> <p>SAINT-BRIEUC FONDERIE doit adresser à l'inspection des installations classées un échéancier relatif à cette réhabilitation et aux différentes actions à entreprendre conformément à l'arrêté préfectoral du 19/08/2020.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Projet de modification du périmètre ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 2-I-1°)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, .
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de l'installation existante devra être portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet des Côtes d'Armor avec tous les éléments d'appréciation. (...)
<b>Constats :</b> Le propriétaire des terrains (LESSARD) a demandé à SAINT-BRIEUC FONDERIE la rétrocession de certaines parcelles, situées à l'entrée du site, en vue d'un projet tertiaire. Les zones concernées sont : le poste de gardien, un ancien bâtiment administratif non utilisé à ce jour et une zone située à l'arrière du site comprenant un petit hangar qui servait au stockage de pièces de maintenance et une partie du parc de stockage des pièces de fonderie. La visite sur site a permis de déterminer la nécessité de : <ul style="list-style-type: none"><li>- réaliser des sondages de sols dans le hangar à démolir et dans le parc à pièces,</li><li>- déposer un dossier de "porter à connaissance" en vue de modifier le périmètre ICPE de la fonderie,</li><li>- veiller à l'interdiction d'accès à la fonderie pendant et après les travaux (modification du poste du gardien, barrière d'accès à déplacer, clôture à mettre en place).</li></ul> Post-inspection : un dossier de "porter à connaissance" a été déposé au titre ICPE le 21/10/2022, comprenant notamment un diagnostic environnemental du milieu souterrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet